



Un Touareg armé assiste à une réunion de leaders régionaux touaregs, songhaïs et d'autres ethnies pour discuter de paix et de désarmement.
(© Crispin Hughes/Panos Pictures)

Retour à la source:

L'APPROVISIONNEMENT DES ZONES DE CONFLIT

6

INTRODUCTION

Les transferts internationaux illicites d'armes vers les zones de conflit et de guerre présentent souvent les traits caractéristiques des histoires à sensation¹. Ils tendent à impliquer des dealers et des financiers cupides et véreux qui mènent des trains de vie dignes d'Hollywood, des moyens de transport douteux avec des immatriculations d'avion modifiées en cours de vol, des *jets* qui atterrissent parfois au milieu de la jungle ainsi que des destinataires faisant preuve d'une barbarie alarmante. Certains dossiers impliquent des politiciens et autres personnages publics. Il n'est dès lors pas étonnant que les médias soient particulièrement avides de couvrir cet aspect du problème des armes légères.

Vu les débats politiques intenses sur la pertinence d'approvisionner des zones de conflit en armes et en munitions, les chercheurs et les analystes se sont également penchés sur la question. La dynamique en présence est complexe: certains Etats s'opposent aux groupes religieux et défenseurs des droits de l'homme; les Etats exportateurs s'affrontent aux Etats qui refusent d'autoriser des transactions particulières; les activistes pour la paix dénoncent les producteurs d'armes; etc. De nombreuses ONG, diverses organisations intergouvernementales et quelques gouvernements ont signalé des transferts d'armes – y compris d'armes légères et de petit calibre² – vers différentes zones de conflit, dont certaines sont frappées d'un embargo sur les armes. Ces rapports constituent une source d'information inestimable sur les transferts individuels d'armes ainsi que sur les modes de transferts vers des zones particulières de conflit. La plupart des ouvrages analysent les grands transferts internationaux vers les régions en conflit – notamment ceux qui impliquent plusieurs centaines d'armes ou des millions de cartouches de munitions³.

Cette préoccupation représente aujourd'hui également l'une des priorités de l'agenda international qui avalise des mesures visant à contrôler le courtage, à améliorer les documents et les contrôles relatifs aux utilisateurs finaux ainsi qu'à renforcer et à étendre les embargos internationaux sur les armes. Ces mesures ciblent principalement les grandes cargaisons illicites d'armes légères.

Ce chapitre s'intéresse au contraire au rôle des différentes sources d'approvisionnement dans un certain nombre de conflits internes récents ou actuels en Afrique, en Amérique, en Asie centrale et dans le Caucase. Il met en exergue la variété des sources et souligne que l'intérêt pour les grands transferts d'armes internationaux ne doit pas éclipser la nécessité d'étudier les autres sources d'approvisionnement, notamment d'un point de vue réglementaire.

Les conclusions principales de ce chapitre sont les suivantes:

- Au fil du conflit, les moyens d'approvisionnement en armes légères des gouvernements et des insurgés deviennent souvent plus sophistiqués, diversifiés et enracinés.
- Les transferts vers les zones de conflit comprennent un important «commerce de fourmi», à savoir un afflux d'armes restreint mais constant, qui peut engendrer une accumulation considérable à terme.
- Que ce soit par la corruption, le vol, les distributions gratuites et les ventes, les stocks gouvernementaux constituent une source importante d'armes légères dans presque toutes les zones de conflit. Dans certains conflits, ils constituent la principale source pour l'ensemble des combattants.
- Depuis les années 1990, des motifs économiques, y compris la cupidité, ont été identifiés comme des facteurs essentiels du commerce des armes. Même dans l'ère postérieure à la Guerre froide, les affiliations et allégeances politiques restent importantes pour clarifier les modes de transferts des armes légères⁴.

- Dans les conflits de longue haleine, dans lesquels les parties belligérantes disposent de ressources financières, la production locale peut représenter une source d'approvisionnement non négligeable. Bien que plus rare, ce cas peut également s'appliquer aux insurgés.
- Pour contenir l'afflux d'armes légères vers les zones de conflit, les questions du contrôle aux frontières et de la corruption doivent être ajoutées à l'agenda international.

COMPARAISON DES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN ARMES

Différentes sources se complètent et peuvent changer au fil d'un conflit.

Ce chapitre compare la provenance des armes légères utilisées dans six conflits internes récents ou actuels sur trois continents: la Colombie et Haïti en Amérique, le Liberia et le Mali en Afrique de l'Ouest, le Tadjikistan et la Géorgie en Asie centrale et dans le Caucase. Ces six conflits internes diffèrent sur le plan de leurs origines, de leur durée, de l'existence ou non d'un embargo sur les armes⁵, du nombre de victimes, de réfugiés, de personnes déplacées dans les limites des frontières de leur pays (IDP) et des autres catégories de victimes ainsi que du nombre de combattants et de groupes belligérants. En raison de ces variations, les études de cas présentent un large éventail de situations de conflit. Cependant, comme ces conflits sont pratiquement contemporains, s'étalant du début des années 1990 à nos jours, ils peuvent donner lieu à des comparaisons significatives. De plus, les cas parallèles concernent des pays qui présentent une proximité géographique ou une ressemblance relative, de sorte qu'elles pourraient révéler l'exploitation de réseaux de trafic international similaires, même si les situations de conflit sont différentes. L'échantillon permet donc de tirer des conclusions d'ordre général, quoique provisoires, sur la nature de l'approvisionnement en outils de guerre.

Cette analyse illustre la complexité de l'approvisionnement en armes légères, le caractère complémentaire des différentes sources et la nature changeante du ravitaillement au fil du conflit. Elle examine les différents moyens par lesquels les armes légères sont acheminées vers les zones de conflit: la production nationale (autorisée par le gouvernement ou illicite), le vol, les fuites, la vente et autres pertes d'armement issus des stocks (appartenant généralement à un Etat) ainsi que les transferts de l'étranger (comme le commerce légal de grande ou petite envergure, le «commerce de fourmi» illicite ou le trafic à grande échelle). A travers ces six études de cas, et vu la difficulté d'accéder à des informations précises dans ce domaine, ce chapitre contribue à brosser un tableau général de l'approvisionnement en armes des zones de conflit⁶.

De la production organisée par les insurgés à l'aide internationale des gouvernements: la Colombie et Haïti

A l'aube de 2005, le conflit armé en Colombie et les troubles en Haïti représentaient probablement les cas de dissension les plus graves de l'hémisphère occidental. Dans les deux pays, les modes d'approvisionnement en armes sont relativement distincts, notamment par le degré variable d'organisation des factions belligérantes et les différences manifestes de ressources. En Colombie, les combattants se sont appuyés sur la production nationale d'armes légères (à la fois la production sous le contrôle de l'Etat et la production illícite), les arsenaux de l'Etat, le commerce international autorisé et les transactions internationales illicites (les opérations de petite envergure et les transactions «classiques» de plus grande ampleur impliquant des courtiers et des faux documents). L'exemple de la Colombie illustre la manière dont les sources d'approvisionnement en armes peuvent se diversifier au fil d'un conflit, à mesure que les combattants s'enrichissent. En revanche, les sources d'approvisionnement en armes légères en Haïti se sont moins diversifiées. Les armes détenues par le gouvernement haïtien, ainsi que par les différents groupes armés actifs dans le pays, se composaient principalement d'armes blanches et d'armes légères, dont la plupart proviendraient de l'ancienne armée haïtienne (IISS, 2004). Malgré ces différences, il existe toutefois certaines similitudes. La première est le rôle joué par le «commerce de fourmi»; la seconde est le rôle involontaire joué par les Etats-Unis, qui sont devenus une source d'armes illicites expédiées notamment par des membres des diasporas colombienne et haïtienne.

La Colombie

Cette section se penche spécifiquement sur les principales sources d'armes légères avérées durant la période de 1999 à 2003 du conflit colombien. La Colombie a été minée par plusieurs décennies de conflits internes. Les motivations des parties ont évolué depuis le début de la guerre, et dès les années 1980, le narcotrafic a contribué à alimenter le conflit. Ce dernier implique les forces gouvernementales, deux organisations de guérillas, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia, FARC) et l'Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional, ELN), ainsi que de nombreux groupes paramilitaires, organisés sous l'égide des Forces unies d'autodéfense de Colombie (Autodefensas Unidas de Colombia, AUC).

La production nationale représente l'une des grandes sources d'armes légères dans ce conflit. La production d'armes légères autorisée par le gouvernement est concentrée dans les usines de la société publique Industria Militar (INDUMIL), gérée par le ministère de la Défense. Cette société fournit des armes à l'armée et à la police colombiennes. Entre 1994 et 2003, INDUMIL a produit quelque 37.500 fusils d'assaut Galil sous une licence concédée par Israël⁷. Elle fabrique également une grande variété de revolvers, de grenades et de munitions d'armes légères⁸. Les dirigeants colombiens visent à rendre le pays autonome en matière d'armes légères et de munitions (Dreyfus et Lessing, 2003). En 2002, INDUMIL a annoncé qu'elle doublerait sa production annuelle de fusils Galil et des munitions associées (Bourne, 2004, p. 235).

Entre 1999 et 2003 cependant, la Colombie a continué d'importer un large éventail d'armes légères. En tant que seul importateur légal d'armes légères, INDUMIL réceptionne toutes les importations. La société revend ensuite une partie des armes importées (principalement des carabines de chasse, des pistolets, des revolvers et des fusils de chasse) à des civils. Les employés d'INDUMIL prétendent qu'en raison des mécanismes de contrôle et d'enregistrement stricts, la majorité du commerce civil légal concerne des ventes à des sociétés de sécurité privée (Dreyfus et Lessing, 2003)⁹. Par conséquent, il semble que les importations autorisées d'armes légères finissent très souvent dans le secteur colombien de la sécurité, pris au sens large.

Entre 1999 et 2003, les principaux fournisseurs d'armes déclarés de la Colombie étaient (par ordre d'importance): les Etats-Unis (essentiellement des armes militaires, y compris de grandes quantités de mitrailleuses et de munitions ainsi que des pièces et accessoires d'armes militaires)¹⁰; Israël (principalement des armes militaires ainsi que leurs pièces et accessoires)¹¹; le Brésil (majoritairement des munitions)¹²; l'Afrique du Sud (principalement des armes militaires)¹³; la République tchèque (essentiellement des pistolets)¹⁴; et l'Italie (majoritairement des pistolets)¹⁵. Les Etats-Unis auraient représenté environ la moitié de l'ensemble des importations d'armes légères colombiennes¹⁶; ils ont exporté une grande quantité d'armes légères dans le cadre du Programme international pour le contrôle des stupéfiants (Plan Colombie). Les exportations d'armes légères américaines vers la Colombie font donc partie d'un programme nettement plus large d'aide et de formation militaires offert par les Etats-Unis dans le cadre de sa «lutte contre la drogue»¹⁷.

Si la production nationale et les importations autorisées par le gouvernement fournissent à l'Etat colombien les armes légères dont il a besoin, les groupes insurgés et paramilitaires ont eu recours à d'autres sources. Dans la plupart des cas, les armes légères accessibles aux AUC et à leurs opposants proviennent d'une source similaire, mais il existe quelques différences. Les AUC ont reçu officieusement des armes de certaines unités militaires colombiennes, ce qui n'a pas été le cas des FARC et de l'ELN (Kurth Cronin, 2004, p. 107). Les arsenaux de la police et de l'armée colombiennes ont néanmoins constitué une source essentielle d'approvisionnement en armes légères pour les FARC et l'ELN, qui se sont soit emparés des armes lors d'agressions et d'échauffourées, soit les ont achetées à des officiers corrompus (Jaramillo, 1999, p. 205). Le marché noir local représentait une seconde source d'approvisionnement (Jaramillo, 1999, p. 205). En outre, certaines armes légères proviendraient directement des usines d'INDUMIL: elles auraient été achetées à des travailleurs ou volées dans les entrepôts (Cragin et Hoffman, 2003, p. 45).

Au cours des dix dernières années, les sources d'approvisionnement des insurgés et des paramilitaires, en particulier des FARC, ont changé de manière radicale. Premièrement, leur implication dans l'économie de la drogue a permis aux FARC de créer une industrie d'armes légères illicite, d'une envergure relativement importante, qui produit des mitraillettes et des armes de petit calibre comme des mortiers, des grenades à

La production illicite d'armes légères des FARC est unique en termes d'envergure, de sophistication des produits et de méthodes de fabrication.

main et de mortier (Dreyfus et Lessing, 2003). La production du groupe diffère de la plupart des productions illicites, ou dites artisanales, que l'on retrouve ailleurs dans le monde, par son volume considérable, la sophistication de ses produits et ses méthodes de fabrication. Les FARC utiliseraient des sociétés-écran pour acheter l'équipement et les matières premières sur les marchés nationaux et internationaux et reproduiraient des modèles d'armes et de munitions à partir de plans de matériel produit par INDUMIL ou des sociétés étrangères¹⁸. Ni les AUC ni l'ELN ne possèdent de capacités de production comparables.

Deuxièmement, avec la fin de la Guerre froide, de grandes quantités d'armes légères ont inondé les vastes marchés illicites d'Amérique latine; dans les années 1980, l'Union soviétique et les Etats-Unis avaient expédié certaines de ces armes – dont un grand nombre provenaient de l'ancien bloc soviétique – vers le Salvador, le Honduras et le Nicaragua (au profit des gouvernements ou des insurgés)¹⁹.

Une étude publiée par RAND Corporation en 2003, affirmait que des «milliers, voire même des dizaines de milliers d'armes» expédiées par les Etats-Unis vers l'Amérique centrale à diverses reprises «gisaient probablement dans des caches disséminées partout [dans la région]» (Cragin et Hoffman, 2003, p. 12). La cargaison de 3.000 AK-47 d'origine nicaraguayenne et de cinq millions de cartouches de munitions, envoyée aux AUC en novembre 2001 à l'aide de faux documents émis au Panama, fait partie des transferts très médiatisés d'armes datant de l'ère de la Guerre froide. Près d'un tiers de toutes les armes légères passées en contrebande en Colombie entre 1998 et la mi-2001 proviendraient du Salvador, du Honduras, du Nicaragua, du Panama et, dans une moindre mesure, du Costa Rica (Cragin et Hoffman, 2003, p. 21). Néanmoins, tout ce trafic ne concernait pas seulement des armes héritées de la Guerre froide: des armes légères plus récentes provenaient des Caraïbes, du Mexique et des Etats-Unis (Cragin et Hoffman, 2003, p. 23).

L'enrichissement des FARC (dû à leur implication accrue dans le narcotrafic) leur ont permis d'acheter davantage d'armes légères à l'étranger, notamment en Amérique centrale et dans divers autres pays²⁰. Les AUC présentent une assez longue tradition d'achat d'armes légères sur le marché international illicite. Le groupe a tiré sa fortune de son implication dans l'économie de la drogue ainsi que des services de «protection» rendus à de grands propriétaires terriens pour mettre fin aux enlèvements par les FARC et l'ELN (Cragin et Hoffman, 2003, p. 7).

Outre l'Amérique centrale, les insurgés et les paramilitaires auraient également bénéficié d'autres sources d'approvisionnement en armes légères illicites. Aux Etats-Unis, plusieurs inculpations de trafiquants, souvent d'ori-

gine colombienne, fournissent une première indication de l'existence de filières de commerce illicite entre la Colombie et les Etats-Unis (AP, 2004a; 2004c; Seper, 2004; Grech, 2000). Ces trafics transiteraient souvent par des pays d'Amérique centrale (Colombie, Policía Nacional, 2001). Les trois principaux groupes armés de Colombie ont été impliqués dans des trafics à partir des Etats-Unis (Jaramillo, 1999, p. 207). Les AUC, par exemple, auraient utilisé des intermédiaires pour acheter des armes dans les Etats américains qui préconisent une réglementation libérale en matière d'armes et les exporter illégalement (Jaramillo, 1999, p. 207).

Les armes légères illicites proviennent également du Brésil, de l'Equateur, du Paraguay, du Pérou, du Venezuela et d'autres pays d'Amérique latine (AI, 2003, p. 25-27; Cragin et Hoffman, 2003, p. 28-32; Bourne,



Un officier de police inspecte une caisse d'obus de mortiers saisi auprès de groupes paramilitaires au nord de la Colombie en juillet 2000. L'arsenal était composé de fusils automatiques, de mortiers, de mitrailleuses et de près de 100 grenades.

© Luis Acosta/AFP/Getty Images

2004, p. 165). Des sources de renseignement colombiennes ont révélé que, dans les années 1990, les FARC opérant dans le sud du pays achetaient fréquemment des munitions et des pistolets de fabrication brésilienne au Paraguay: les armes étaient ensuite acheminées par des vols illégaux de la zone des trois frontières entre l'Argentine, le Brésil et le Paraguay. Ce trafic s'est réduit récemment à la suite de contrôles à l'importation et à la vente plus stricts mis en place au Paraguay en 2000 et en 2002²¹.

Il est parfois difficile de déterminer si une cargaison est passée en contrebande sans la contribution de l'Etat ou si elle est en réalité financée par celui-ci. En l'occurrence, on ne peut définir avec certitude si les présumés transferts vénézuéliens vers les FARC ont été financés par le gouvernement ou s'ils ont été facilités par une gestion des stocks et une sécurité laxistes au sein des Forces armées vénézuéliennes²². Une étude menée en 2004 par l'*International Crisis Group* a révélé que certains éléments de l'armée équatorienne auraient été impliqués dans un trafic d'armes vers la Colombie, en particulier à destination des FARC (ICG, 2004, p. 13).

Au fil du temps, bon nombre de transferts importants d'armes légères illicites destinés aux FARC, à l'ELN ou aux AUC ont été découverts. La cargaison susmentionnée expédiée du Nicaragua aux AUC via le Panama en est un; une cargaison de 10.000 AK-47 destinée aux FARC en 1999, qui a impliqué l'ancien président péruvien Alberto Fujimori et le chef des services de renseignement péruviens, Vladimiro Montesinos²³, en est un autre. Toutefois, de 1998 à 2001 au moins, la majorité du trafic consistait apparemment en transactions relevant du «commerce de fourmi», générant un afflux constant d'armes légères en Colombie par voie terrestre, maritime et aérienne, via des centaines d'itinéraires. Cette approche «exclut la nécessité de prévoir de faux certificats d'utilisateurs finaux, des couvertures sophistiquées et toute autre méthode généralement utilisée par des trafiquants financés par le gouvernement ou des groupements criminels» (Cragin et Hoffman, 2003, p. xviii). Le trafic aérien, par exemple, s'est appuyé principalement sur de petits avions charters monomoteurs ne transportant pas plus de quelques centaines de fusils d'assaut sans munitions (Cragin et Hoffman, 2003, p. 38).

L'exemple colombien illustre combien les sources d'approvisionnement en armes légères des zones de conflit peuvent être diversifiées. Elles comprennent la production nationale, les fuites des arsenaux (et stocks d'usines) et la plupart des formes variées du commerce légal et illicite. Dans le cas d'Haïti, les circonstances sont relativement différentes.

Haïti

Ces quelques dernières années ont vu Haïti tiraillé entre les troubles civils et une guerre civile à part entière. En février 2004, des combats de rue ont éclaté entre les groupes soutenant le président Jean-Bertrand Aristide, d'un côté, et leurs opposants, de l'autre. La démission forcée et l'exil d'Aristide ont rapidement suivi.

Les nombreux groupes armés d'Haïti ont acheté une partie de leurs armes directement à l'armée haïtienne (Forces armées d'Haïti ou FADH), qui a renversé Aristide en 1991 après sa victoire aux toutes premières élec-

tions démocratiques tenues dans le pays. Aristide a aboli les FADH peu de temps après que les forces multinationales dirigées par les Etats-Unis l'ont rétabli dans ses fonctions en 1994. Toutefois, avant d'être démantelées, les FADH ont distribué toute une gamme d'armes aux milices partisans tandis que de nombreux soldats et officiers de police ont déserté, en emportant probablement à tout le moins leurs armes de poing (Arthur, 2002, p. 1, 3).



Des partisans du leader exilé, Jean-Bertrand Aristide, brandissent des fusils au cours d'une manifestation à Port-au-Prince en mars 2004.

© Eliana Aponte/Reuters

Il est parfois difficile de déterminer si une cargaison est passée en contrebande sans la contribution de l'Etat ou si elle est en réalité financée par celui-ci.

Les milices informelles n'étaient pas systématiquement désarmées, bien que les forces multinationales de l'ONU déployées sur le territoire haïtien entre 1994 et 1997 aient disposé d'un mandat de désarmement (Stotzky, 1997, p. 160). Les forces réquisitionnaient les armes lourdes des FADH et confisquaient les armes légères trouvées dans des caches ou exhibées en public, mais les miliciens pouvaient garder leurs armes s'ils ne les montraient pas ostensiblement (Bailey *et al.*, 1998, p. 229). Durant le programme de rachat des armes, organisé de septembre 1994 à mars 1995, les Etats-Unis ont acheté 3.389 armes²⁴; selon des sources de renseignement officielles aux Etats-Unis, bon nombre d'entre elles étaient obsolètes et inutilisables (Etats-Unis, GAO, 2000, p. 21-22). L'initiative de rachat des armes n'aurait fait qu'aider la population à se ravitailler en meilleures armes, en lui fournissant les fonds nécessaires (Stohl, 2004); les responsables américains l'ont qualifiée de «lamentable échec» (Etats-Unis, GAO, 2000, p. 22).

La tentative avortée de désarmer les milices vers le milieu des années 1990 fut largement critiquée. Elle a suscité la crainte, parmi les Haïtiens et les observateurs internationaux de l'ONU et de l'OEA, de voir les forces anti-démocratiques utiliser les armes conservées pour renverser une nouvelle fois le gouvernement élu (Stotzky, 1997, p. 160; Stohl, 2004).

En 1991, les Etats-Unis ont imposé un embargo sur l'exportation d'articles et de services de défense vers Haïti²⁵. Malgré les efforts des autorités américaines pour endiguer le commerce résiduel, l'afflux constant d'armes légères illicites des Etats-Unis vers son voisin du sud a persisté (CCI, 2004, p. 3).

La Floride, qui applique des lois relativement libérales en matière d'armes²⁶, serait la source de nombreuses armes introduites en contrebande en Haïti à partir des Etats-Unis (Stohl, 2004; Bergman et Granados, 2004). De 2001 à 2003, 25 % des cas de trafics d'armes traités par le Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives (BATF) de Miami impliquaient des armes à feu destinées à Haïti, faisant de l'île la première destination des armes exportées illégalement à partir du sud de la Floride. Des armes sont également passées en contrebande à partir d'autres régions des Etats-Unis, bien que dans une moindre mesure. Les membres de la diaspora haïtienne auraient été au centre d'un nombre significatif de cas de trafic d'armes (Bergman et de Granados, 2004).

Les agents du BATF ont affirmé que le flux d'armes légères introduites en contrebande en Haïti est resté constant, malgré diverses pointes d'affluence durant les périodes de troubles politiques. Les profits issus du trafic d'armes de l'un des pays les plus riches du monde vers l'un des plus pauvres auraient été considérables, bien que, comme chacun le sait, les rumeurs sur les prix au marché noir sont difficiles à vérifier. La contrebande est organisée, mais à une échelle réduite. Dès que les «hommes de paille» (acheteurs-écran) se procurent les armes légères auprès des revendeurs d'armes individuels aux Etats-Unis, d'autres individus se chargent de les acheminer en Haïti. Les armes peuvent être dissimulées dans des équipements électroniques ou d'autres types de marchandises inoffensives (Bergman et de Granados, 2004).

La République dominicaine partage avec Haïti une frontière nationale d'une porosité notoire. Un rapport affirme que «certains éléments indiquent un afflux d'armes vers des rebelles haïtiens à partir de la République dominicaine à l'approche des troubles [de 2004]»²⁷. Aucune information détaillée ne permet toutefois, à l'heure actuelle, de définir l'envergure et les modalités de ce prétendu trafic entre la République dominicaine et Haïti. Durant la crise, les insurgés auraient également reçu des armes légères fabriquées dans l'ancien bloc de l'Est (fusils d'assaut AK-47 et mitrailleuses PKM) en provenance d'Amérique centrale et latine (CCI, 2004, p. 3). Une fois de plus, nous ne disposons guère d'informations sur ce présumé trafic.

L'un des très rares transferts d'armes internationaux autorisés déclarés impliquait l'Afrique du Sud. Le gouvernement aurait approuvé sans délai la licence d'armes, dans l'espoir que les 5.000 pièces de munitions, les 200 grenades fumigènes et les 200 gilets pare-balles viendraient en aide aux unités de police d'Aristide durant la crise de 2004. Toutefois, la cargaison n'a pas atteint les rivages d'Haïti à temps pour aider le président en difficulté. Elle fut dès lors renvoyée en Afrique du Sud après une escale en Jamaïque (BBC Worldwide Monitoring, 2004; *Business Day*, 2004).

Malgré les efforts fournis par les autorités américaines pour endiguer ce commerce, un afflux constant d'armes légères illicites des Etats-Unis vers Haïti a persisté.

Les brèves études de cas de la Colombie et d'Haïti montrent que le «commerce de fourmi» peut revêtir une importance considérable dans les flux d'armes illicites vers les zones de conflit. Elles révèlent également que les Etats-Unis, la principale puissance régionale, ont parfois joué un rôle significatif en fournissant des armes légères autorisées; en outre, ils ont été, par mégarde, la source d'expéditions illícites organisées par les membres des diasporas respectives et d'autres intervenants. Enfin, les fuites des arsenaux militaires ont posé un problème dans les deux pays. A d'autres égards, les deux pays sont très différents: la production colombienne n'a pas d'équivalent en Haïti et le commerce légal et illégal des armes légères est incomparablement plus important et plus sophistiqué en Colombie.

Les expéditions internationales par opposition aux arsenaux nationaux: le Mali et le Liberia

Les conflits malien et libérien ne se ressemblent ni en termes d'envergure, ni en termes de durée et d'intensité. Les moyens d'approvisionnement en armes diffèrent également considérablement. Au Liberia, d'importantes cargaisons internationales d'armes légères destinées à la fois au gouvernement et aux forces insurgées semblent avoir été motivées par la perspective d'un bénéfice politique et financier. En revanche, les stocks d'armes légères préexistants ont été d'une importance primordiale au Mali, de telle sorte que l'approvisionnement n'a pas été influencé par le développement des marchés d'armes dans l'ancienne Union soviétique et en Europe centrale et orientale dès le début des années 1990. Ce fut tout le contraire pour le Liberia. Les moyens d'approvisionnement en armes au Liberia sont souvent perçus comme typiques de la région de l'Afrique de l'Ouest²⁸. Le cas du Mali révèle toutefois que le tableau n'est pas uniforme.

Mali²⁹

En termes simples, l'insurrection touareg-arabe au nord du Mali (1990-96) fut déclenchée par les objectifs séparatistes séculaires des nomades touaregs et arabes. Ces aspirations ont été attisées par la marginalisation du nord du Mali par le gouvernement et la répression de sa population. D'un mouvement à l'origine unique, les insurgés se sont rapidement séparés en plusieurs groupes sur base des affiliations tribales et des clans. Ceux-ci comprenaient à l'origine:

- Le Mouvement populaire de libération de l'Azawad (MPLA)
- Le Front populaire de libération de l'Azawad (FPLA)
- L'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA) et
- Le Front islamique arabe de l'Azawad (FIAA).
- Tous ces groupes agissaient sous l'égide lointaine des Mouvements et Fronts unis de l'Azawad (MFUA)³⁰.
- Outre l'armée malienne, le principal opposant de cette coalition était le Mouvement patriotique de Ganda Koy (MPGK), une milice composée de peuples sédentaires.

Malgré les pertes d'armes subies par l'armée malienne au cours du conflit, aucune information ne confirme l'acquisition de nouvelles armes légères par le Mali au cours de cette période (Heyman, 2000, p. 461-62). Bien qu'on ne puisse exclure ces approvisionnements, il semble que l'armée malienne ait eu largement recours aux armes achetées par le pays à l'Union soviétique et aux Etats de l'Organisation du traité de Varsovie dans les années 1970 et 1980 (Heyman, 2000, p. 460); l'armée semble également avoir utilisé les stocks restants de l'ère coloniale française.

Au début de l'insurrection, les groupes maliens disposaient de peu d'armes. On dit même que le MPLA aurait lancé l'insurrection avec un seul AK-47 (Humphreys et ag Mohamed, 2003, p. 3). Bon nombre des attentats contre le gouvernement au cours des six premiers mois du conflit visaient spécifiquement à s'emparer d'armes et de munitions et à se procurer du pétrole, des voitures et de la nourriture (Lecocq, 2002, p. 232). Lors du premier assaut lancé contre un arsenal du gouvernement à Tideremen le 28 juin 1990, les combattants du MPLA ont emporté une douzaine de fusils d'assaut; dans un raid ultérieur, à Ménaka, ils

Au début de l'insurrection, les groupes armés maliens dépendaient presque exclusivement des armes récupérées dans les combats ou subtilisées dans les arsenaux du gouvernement.

ont réussi à se procurer près de 500 armes, dont 124 fusils d'assaut (Humphreys et ag Mohamed, 2003, p. 3). L'arsenal des rebelles se composait donc largement des stocks existants de l'armée. Le MPGK s'est également appuyé dans une large mesure sur les stocks de l'armée, vu que bon nombre de ses combattants étaient d'anciens soldats maliens, dont des déserteurs qui avaient emporté leurs armes (Poulton et ag Youssouf, 1998, p. 71; Keita, 1998, p. 20; Baqué, 1995). Certains soldats ont également vendu leurs armes aux combattants du MPGK durant la rébellion.

Le tableau 6.1 mentionne différents modèles d'armes légères obsolètes (y compris des vestiges de la période coloniale) entre les mains des groupes d'insurgés maliens et du MPGK. La présence d'armements chinois et soviétiques dans leurs arsenaux conforte l'hypothèse selon laquelle bon nombre de ces armes ont été subtilisées à l'armée malienne³¹. Vu que ces modèles étaient largement répandus dans la vaste sous-région d'Afrique de l'Ouest, il se peut que certaines aient été introduites en contrebande au Mali depuis les pays voisins.

Le tableau 6.1 souligne la rareté générale des armes légères modernes et illustre également le nombre d'années durant lesquelles les armes légères peuvent rester en circulation. Les armes de l'époque de la Seconde Guerre mondiale étaient toujours en service 50 ans après leur fabrication. Lors des combats, les armes de petit calibre, et en particulier les munitions correspondantes, étaient extrêmement rares³².

Tableau 6.1 Armes légères et de petit calibre déclarées, utilisées par des groupes armés maliens durant la rébellion (1990-96), provenant principalement des stocks de l'Etat maliens

Armes de petit calibre (pays de fabrication, années de production ou de service)	
Revolvers	Modèle Arminius 10 (Allemagne, 1895-1945), Astra 357 Police (Espagne, 1980-), Manurhin MR73 (France, 1973-), Nagant: Modèle russe 1895 (Belgique et Russie/URSS, 1895-1950)
Pistolets	Astra A-50 (Espagne, 1960-), Beretta modèle 1931 (Italie, 1931-45), Beretta modèle 1934 (Italie, 1934-45), Beretta M 951 (Italie, 1953-82), Browning 1903 (Belgique, 1903-), Browning 1910 (Belgique, 1910-), Browning High Power modèle 1935 (Belgique, 1935-), MAB PA-15 (France, 1975-90), Makarov (URSS/Fédération de Russie, 1952-), Sauer M38H (Allemagne, 1938-45), Stechkin (URSS, 1951-75), Tokarev (URSS/Fédération de Russie, 1930-)
Fusils et carabines	Mannlicher-Carcano TS (Italie, 1891-1918), MAS Mie 1936 (France, 1936-55), Mauser Karabiner 98k (Allemagne, 1935-45), fusil Mosin-Nagant (Russie/URSS, 1892-1950)
Fusils d'assaut	Fusil chinois type 68 (Chine, 1970-), FN Fal (Belgique, 1966-75), FN FNC (Belgique, 1979-), FN Minimi (Belgique, 1982-), Heckler & Koch G3 (Allemagne, 1964-), Kalachnikov AK-47 (Roumanie et URSS/Fédération de Russie, 1947-) et type 56 (Chine, 1958-), Simonov SKS (URSS/Fédération de Russie, 1946-)
Mitrailleuses légères	Gepard M2 12,7 mm (Hongrie, 1994-), PK (URSS/Fédération de Russie, 1964-), RPK (URSS/Fédération de Russie, 1955-), RPD 7,62 mm (URSS/Fédération de Russie, 1962-)
Armes légères (pays de fabrication, années de production ou de service)	
Mitrailleuses lourdes	DShK (URSS, 1938-80), Type 77 (Chine, 1980-)
Canons antichars portatifs*	RPG-7
Mortiers*	60 mm et 81/82 mm

* Remarque: pour les canons antichars portatifs et les mortiers, les anciens combattants n'ont fourni aucune information permettant de définir le pays de fabrication, les années de production ou de service. Ce manque d'information reflète la rareté et l'insignifiance relative de ces types d'armes durant la rébellion, comme l'ont attesté les ex-combattants durant les discussions de groupe.

Source: discussions de groupe thématique organisées par Small Arms Survey réunissant d'anciens chefs d'unité du MPGK et du MFUA, Bamako, les 2-3 septembre 2004; pays et dates de production et années de service extraites de Hogg (2002).

L'approvisionnement international en armes légères destinées aux groupes armés maliens s'est limité à la diaspora dans les pays voisins et à des achats transfrontaliers de faible envergure. D'une manière générale, les groupes armés maliens n'ont reçu aucune aide matérielle militaire des gouvernements étrangers. Si certains combattants touaregs avaient reçu un entraînement et des armes de la Libye dans les années 1980, ce soutien s'était tari au moment de la rébellion (Keita, 2002, p. 9; Lecocq, 2004, p. 312-13).

Il est difficile d'évaluer l'importance de l'aide apportée par la diaspora, mais il est probable qu'elle n'ait revêtu qu'une importance secondaire par rapport aux incursions et aux achats auprès de l'armée. La diaspora songhoy au Ghana et au Nigeria aurait fourni des armes et des fonds au MPKG à Gao (Keita, 1998, p. 20), payant apparemment des «transporteurs» individuels pour les acheminer et les livrer.

Quant aux achats effectués à l'étranger, les groupes touaregs et arabes envoyaient des expéditions spéciales acheter des armes légères au marché noir en Mauritanie. Les armes étaient transportées par des caravanes de chameaux et d'ânes ou par des véhicules 4x4 le cas échéant. Ces réseaux de trafic étaient relativement insignifiants et limités aux itinéraires de contrebande traditionnels dans les premières phases de la rébellion. Au fil des années, ils se sont étendus à d'autres pays de la région (notamment aux Etats du bassin de l'Union du fleuve Mano); certains restent actifs aujourd'hui et contribuent à perpétuer la prolifération des armes légères dans le nord du pays. Si les marchés noirs au Tchad, en Mauritanie et au Nigeria représentaient la principale source des armes illégales pour les groupes armés maliens au début des années 1990, l'approvisionnement en armes illicites s'était nettement diversifié en 1996, les armes semblant provenir de plusieurs zones névralgiques d'Afrique de l'Ouest.

L'approvisionnement international en armes légères destinées aux groupes armés maliens s'est limité à la diaspora dans les pays voisins et à des achats transfrontaliers de faible envergure.

Liberia

Le Liberia fut le théâtre d'une guerre interne pendant une grande partie de la décennie passée; cette section se concentre sur le déclenchement des hostilités les plus récentes, entre 2000 et 2003. En 2000, trois ans après la fin des huit années d'une guerre civile dévastatrice, le Liberia s'est à nouveau trouvé au centre d'un conflit armé. Le Président Charles Taylor, autrefois leader du Front national patriotique du Liberia (NPFL), fut confronté aux problèmes que posaient deux nouveaux groupes rebelles: les Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie (LURD) et le Mouvement pour la démocratie au Liberia (MODEL). Les Forces armées du Liberia (AFL) et divers groupes paramilitaires et milices ont été malmenés par les rebelles et en juin 2003, Monrovia, la capitale était assiégée. En août 2003, Taylor a abdicé en faveur du vice-président Moses Blah et s'est exilé au Nigeria. Quelques jours plus tard, des négociations de paix ont eu lieu à Accra, au Ghana, et les parties belligérantes ont signé l'Accord de paix global.

Au cours du conflit, les forces rebelles et gouvernementales ont eu largement recours aux armes de petit calibre. Les combats débutaient presque systématiquement par un bombardement impliquant des grenades propulsées par fusées, suivi de tirs d'armes légères (Brabazon, 2003, p. 9). L'AFL et les groupes pro-gouvernementaux utilisaient principalement des mitrailleuses légères et moyennes, des AK-47 de fabrication chinoise et des RPG (Global Witness, 2003, p. 24). Les deux groupes d'insurgés disposaient d'un large éventail d'armes légères et de petit calibre, des fusils d'assaut AK-47 et fusils M-16 aux mitrailleuses lourdes DSHK 12,7 mm et missiles sol-air SA-7³⁴.



Un garçon de 13 ans exhibe sa mitrailleuse et son casque à Monrovia, Liberia.

© Joel Robiner/AFP/Getty Images

Au Liberia, une part significative de l'arsenal très diversifié, en particulier les munitions, des parties belligérantes a été fournie par des sources étrangères.

Les insurgés ont réquisitionné un certain nombre d'armes légères appartenant aux forces du gouvernement libérien, dont des fusils FN FAL, des fusils d'assaut AKM et des lance-grenades de type RPO (Brabazon, 2003, p. 9). Le groupe disposait également d'au moins neuf missiles sol-air SA-7, qu'il affirmait avoir confisqués à un groupe armé pro-gouvernemental (Brabazon, 2003, p. 9).

Toutefois, plusieurs éléments indiquent une large dépendance vis-à-vis des sources étrangères. Des rapports d'enquête tendent à suggérer qu'une part significative de l'arsenal très diversifié, en particulier les munitions, des parties belligérantes a été fournie par des sources étrangères, régionales et internationales. Ces transferts ont eu lieu malgré l'embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui couvrait la totalité du territoire national et par conséquent l'ensemble des parties impliquées dans le conflit (Conseil de sécurité des Nations unies, 1992; 2001b).

Comme l'illustre le tableau 6.2, des rapports d'enquête prétendent que le gouvernement libérien a reçu plusieurs grandes cargaisons d'armes légères de l'étranger en 2000-2003. Il est plus que probable que ces transferts ne représentent que le sommet de l'iceberg. Des courtiers établis aussi loin qu'à Hong-Kong et en Chine continentale auraient facilité le transfert d'armes de fabrication chinoise à la plus grande société d'exploitation de bois du Liberia, l'Oriental Timber Company, qui était sous le contrôle du président Taylor (Global Witness, 2003, p. 19). Au niveau régional, le Burkina Faso et la Libye ont servi de point de trans-

Tableau 6.2 Sélection de transferts d'armes légères déclarées vers le gouvernement libérien, 2000-03

Date	Contenu	Origine, transit et courtier	Source
Juillet 2000	113 tonnes de cartouches 7,62 mm	Origine: Ukraine Transit: Côte d'Ivoire	<i>Financial Times</i> , 2002; Lallemand, 2002, p. 3; BBC News, 2001b
1 ^{er} juin 2002	1.000 fusils automatiques (7,62 x 39 mm), 498.960 cartouches (7,62 x 39 mm M67), 2.000 grenades à main (M75)*	Origine: Serbie, transférés à l'aide d'un faux certificat d'utilisateur final nigérian Courtier: une société établie à Belgrade	Conseil de sécurité des Nations unies, 2003a, para. 69-70, tableau 1
7 juin 2002	1.000 fusils automatiques (7,62 x 39 mm, M67), 1.260.000 cart. (7,62 x 39 mm, M67), 2.496 grenades à main (M75)*	Cargaison suppl., faisant partie de la transaction du 1 ^{er} juin 2002	Conseil de sécurité des Nations unies, 2003a, para. 69-70, tableau 1
29 juin 2002	1.500 fusils automatiques (7,62 x 39 mm), 2.165.500 cartouches (7,62 x 39 mm)*	Cargaison supplémentaire, faisant partie de la transaction du 1 ^{er} juin 2002	Conseil de sécurité des Nations unies, 2003a, para. 69-70, tableau 1
5 juillet 2002	180.000 cartouches de munitions (7,62 mm pour M84), 15.200 cartouches de munitions (9 mm OTAN), 75.000 cartouches de munitions (7,62 mm), 100 lance-missiles (RB M57), 60 pistolets automatiques (M84, 7,65 mm), 20 pistolets (CZ99, 9 mm), 10 fusils longue portée Black Arrow (M93, 12,7 mm), 5 mitrailleuses (M84, 7,62 mm)*	Cargaison supplémentaire, faisant partie de la transaction du 1 ^{er} juin 2002	Conseil de sécurité des Nations unies, 2003a, para. 69-70, tableau 1; AFP, 2002
23 août 2002	100 lance-missiles (RB M57), mitrailleuses (M84, 7,62 mm), 2.800 fusils automatiques (7,62 x 54 mm), 27 pistolets (CZ99, 9 mm), 92.400 cartouches de munitions (7,62 x 54 mm), 526.000 cartouches de munitions (7,62 x 39 mm), 19.000 cartouches de munitions (9 mm), 6.000 cartouches de munitions (7,65 mm), 9 fusils de chasse*	Cargaison supplémentaire, faisant partie de la transaction du 1 ^{er} juin 2002	Conseil de sécurité des Nations unies, 2003a, para. 69-70, tableau 1
25 août 2002	152 lance-missiles, 1.000 mines pour RB M57, 5.200 cartouches de munitions pour fusil longue portée Black Arrow (M93, 12,7 mm), 183.600 cartouches de munitions, (7,62 x 54 mm), 999.180 cartouches de munitions (7,62 x 39 mm), 2 ensembles de tubes en caoutchouc, 3 propulseurs, 1 tête de rotor, 17 gaines de pistolet*	Cargaison supplémentaire, faisant partie de la transaction du 1 ^{er} juin 2002	Conseil de sécurité des Nations unies, 2003a, para. 69-70, tableau 1
6-7 août 2003	Entre 20 et 40 tonnes d'armes légères et de munitions	Origine: Serbie Transit: Libye Courtier: société établie à Belgrade	Conseil de sécurité des Nations unies, 2003b, para. 95-97
Novembre 2003	Mortiers 60 mm, 149 boîtes de munitions de mortiers, 67 boîtes de RPG, 299 boîtes de fusils d'assaut AK-47, 699.000 cartouches de munitions	n/a	Arms Control Association, 2003, p.3

* Remarque: basé sur une liste fournie par le Gouvernement libérien (Conseil de sécurité des Nations unies, 2003a; para. 69-70, tableau 1). Source: Kytömäki (2004).

bordement aux armes exportées vers le gouvernement libérien (Global Witness, 2003, p. 22; Conseil de sécurité des Nations unies, 2000, para. 203-04; 2003b, para. 95-97).

Les informations sur les sources d'approvisionnement en armes légères des insurgés sont plus difficiles à obtenir. Néanmoins, le LURD et le MODEL semblent avoir reçu des quantités considérables d'armes légères de plusieurs puissances régionales opposées au régime du Président Taylor. Les forces armées guinéennes auraient fourni au LURD des armes, des munitions ainsi que des équipements logistiques et médicaux³⁵. Quelques-uns des obus de mortier de 81 mm utilisés par les combattants du LURD dans les raids de juin-juillet 2003 lancés sur Monrovia auraient été expédiés d'Iran vers la Guinée, avant d'être passés en contrebande jusqu'au LURD (HRW, 2003a, p. 18-25). Le LURD aurait également utilisé des munitions de mortier fabriquées aux Emirats arabes unis, qui se seraient d'une certaine manière «échappées» des arsenaux guinéens (HRW, 2003a, p. 18, 25). Les armes étaient apparemment transportées par camion ou par des civils recrutés de force pour traverser les frontières (HRW, 2002b, p. 10).

En revanche, le MODEL aurait reçu des armes légères et des uniformes de la Côte d'Ivoire (ICG, 2003c, p. 10-11). Cette information ne devrait pas surprendre, vu qu'un certain nombre de combattants du MODEL étaient d'anciens membres du Lima, un groupe de mercenaires libériens qui se battaient aux côtés des troupes du gouvernement ivoirien contre les groupes rebelles de Côte d'Ivoire³⁶.

La comparaison entre les conflits, différents, du Liberia et du Mali révèle des degrés très divers de dépendance vis-à-vis des sources étrangères dans une même sous-région. Pour les groupes armés maliens, qui manquaient de ressources financières et naturelles et ne bénéficiaient d'aucune aide étrangère, les incursions dans les stocks gouvernementaux représentaient la principale source d'approvisionnement en armes légères. L'Etat malien s'appuyait principalement sur les stocks accumulés avant la rébellion. Pour les insurgés libériens, les arsenaux de l'Etat revêtaient une importance secondaire. Les ressources considérables de diamants et de bois en leur possession ainsi que le soutien politique et militaire étranger ont permis aux insurgés libériens d'organiser et d'acheter d'importantes cargaisons d'armes légères à l'étranger. Il en allait de même pour le gouvernement libérien.

La comparaison révèle également que le temps peut être un facteur non négligeable dans l'acquisition d'armes. Au fur et à mesure que le conflit persiste, les insurgés sont souvent mieux à même de diversifier leurs sources au lieu de recourir aux seules incursions dans les arsenaux. Les forces du président Taylor et les rebelles s'étaient déjà affrontés pendant sept ans lorsque le conflit a éclaté à nouveau en 2000, de sorte qu'ils ont pu exploiter les réseaux de trafic préétablis. Ce ne fut pas le cas des groupes maliens, qui ont dû partir de rien. Cependant, la rébellion malienne perdurant, les insurgés et les milices ont également développé des méthodes de trafic de plus en plus sophistiquées, même si c'est à travers des canaux et à une échelle différents du Liberia.

L'importance des stocks militaires: le Tadjikistan et la Géorgie

Les guerres civiles au Tadjikistan et en Géorgie ont toutes deux éclaté après la dissolution de l'Union soviétique. Les armes légères ont joué un rôle important dans les deux conflits, même si les forces gouvernementales des deux pays avaient également accès à des systèmes d'armement plus lourds. Les moyens d'acquisition des armes légères dans les deux cas présentent des similitudes manifestes. Par exemple, les anciens stocks d'armes légères soviétiques ont été d'une importance primordiale dans les deux conflits, tandis que les productions nationales étaient quasiment négligeables. En revanche, il convient de noter que les approvisionnements internationaux ont joué un rôle beaucoup plus important au Tadjikistan qu'en Géorgie.

Le Tadjikistan³⁷

Après son indépendance de l'Union soviétique en 1991, le Tadjikistan a rapidement basculé dans une guerre civile motivée par des rivalités régionales et politiques. La guerre a duré de 1992 à 1997, les combats les plus intenses ayant eu lieu en 1992-93. Les principaux groupes engagés dans les hostilités étaient le Front populaire (forces du gouvernement tadjik) et l'Opposition tadjike unifiée. Bien que relativement courte, la guerre fut féroce, engendrant de 60.000 à 100.000 morts, 80.000 réfugiés et 600.000 déplacés (ICG, 2001; p. i).

La comparaison entre les conflits, différents, du Liberia et du Mali révèle des degrés très divers de dépendance vis-à-vis des sources étrangères dans une même sous-région.

Au Tadjikistan, les sources d'approvisionnement en armes légères internes et externes ont été importantes. Alors que le gouvernement et l'opposition utilisaient essentiellement les mêmes fournisseurs nationaux (bien qu'à des degrés divers), les fournisseurs étrangers étaient plus variés.

Deux sources internes approvisionnaient les combattants tadjiks en armes légères: les forces militaires de l'ex-Union soviétique en poste dans le pays (la plupart du temps au côté des troupes du gouvernement tadjik) et les unités des forces de l'ordre locales. Ces deux sources étaient particulièrement importantes dans les premières phases du conflit (Pirsevedi, 2000, p. 46-47).

Lors de l'indépendance, deux branches des forces armées soviétiques étaient représentées dans la République socialiste soviétique du Tadjikistan. La première comprenait cinq régiments de la 201^e Division d'infanterie motorisée (DIM). La seconde comprenait les forces frontalières soviétiques servant au Tadjikistan – quelque 8.000 hommes au total – réparties en quatre commandements le long de la frontière tadjike-afghane. Les régiments de la 201^e DIM, à l'exception de celui basé dans la région de Kulyab, auraient approvisionné à la fois les factions du gouvernement et de l'opposition durant la guerre, les officiers vendant officieusement ou troquant des armes légères (Pirsevedi, 2000, p. 47)³⁸. Les combattants du gouvernement et les forces de l'opposition, dans une plus large mesure, volaient également des armes aux forces armées russes (Pirsevedi, 2000, p. 47). Vu que les cinq régiments possédaient plus de 15.000 fusils d'assaut, mitrailleuses et autres types d'armes légères, il est possible que chaque côté se soit procuré (par les fuites) jusqu'à plusieurs milliers d'armes légères appartenant à la 201^e DIM.

En revanche, peu de cas de ventes d'armes à grande échelle par les forces frontalières de l'ex-Union soviétique ont été rapportés, probablement parce qu'elles étaient parfois attaquées par les parties belligérantes et qu'elles avaient donc besoin de ces armes pour se défendre. Les détachements des forces frontalières dans la région de Kalaikum, que les personnes interrogées et les participants du groupe thématique ont fréquemment identifiés comme une source importante d'armes à feu, semblent avoir été une exception. Ces détachements étaient stationnés à proximité de la vallée de Vayho, devenue ultérieurement le quartier général de l'opposition. Les stocks étaient probablement limités à quelques centaines de fusils.

Les structures locales de maintien de l'ordre ont également servi de source d'approvisionnement interne. Celles-ci étaient représentées par la Défense civile, l'agence de la sécurité de l'Etat (KGB), le ministère de l'Intérieur (connu sous le nom de MVD) et la garde présidentielle représentant entre 20.000 et 30.000 officiers au total. Au départ, leurs stocks étaient utilisés principalement par les forces gouvernementales. Au fur et à mesure que les tensions se sont intensifiées, les structures des forces de maintien de l'ordre se sont divisées et certains officiers ont opté pour l'opposition, mettant leurs armes à son service³⁹. Les forces de l'opposition auraient également fait des incursions dans certains fiefs du KGB et du MVD à Dushanbe et à Khatlon⁴⁰.

Par ailleurs, les hautes écoles et les universités étaient en possession de quelques 1.800 armes destinées au *voennaya podgotovka* (entraînement militaire obligatoire)⁴¹. Le *voennkomat* (la commission d'incorporation militaire), qui avait plusieurs bureaux au Tadjikistan, disposait également de stocks limités. Les deux côtés se sont rapidement emparés des armes provenant de ces sources.



Un soldat tadjik, muni de son arme et de sa cartouchière, en décembre 1992.

© Warcom/Unifoto/Getty Images

Le gouvernement tadjik et les forces de l'opposition se sont procurés des armes appartenant aux unités militaires soviétiques et aux structures locales des forces de maintien de l'ordre, mais leurs fournisseurs externes étaient différents.

Bien que le gouvernement tadjik et les forces de l'opposition aient pu se procurer des armes appartenant aux unités militaires soviétiques et aux structures locales des forces de maintien de l'ordre, leurs fournisseurs externes étaient différents. L'Ouzbékistan a soutenu le gouvernement et son aide «s'est traduite par un nombre considérable d'armes légères et de munitions» (Pirsevedi, 2000, p. 53). L'Ouzbékistan a également encouragé le chef militaire afghan Rashid Dostum, un Ouzbek, à contribuer à fournir des armes (Pirsevedi, 2000, p. 54). Dans de rares cas, les généraux du gouvernement se rendaient en Afghanistan pour acheter des armes⁴².

Pour l'opposition tadjike, l'Afghanistan représentait la principale source externe d'approvisionnement en armes. Durant la guerre, des milliers de membres de l'opposition tadjike étaient établis dans le pays. Avec d'autres combattants, ils achetaient ou troquaient des armes en Afghanistan⁴³. L'argent des armes provenait apparemment du Pakistan ainsi que de pays du Moyen-Orient comme l'Arabie saoudite (Pirsevedi, 2000, p. 54)⁴⁴. Le trafic de stupéfiants constituait également une source importante de capitaux. En 1995, le chef de l'opposition, Alesha Gorbun, aurait justifié cette activité, en affirmant que les revenus issus du commerce de la drogue servaient à acheter de la nourriture et que «nous... avons besoin de l'argent pour acheter des armes afin de nous défendre» (*Literaturnaya Gazeta*, 1995, p. 12). L'approvisionnement externe en armes légères a, semble-t-il, impliqué un mélange de cargaisons de petite et grande tailles.

Géorgie⁴⁵

Contrairement au Tadjikistan, les unités armées du gouvernement et les groupes d'insurgés ont eu exclusivement recours aux sources internes d'approvisionnement en armes légères dans les trois conflits inextricablement liés qui ont secoué la Géorgie entre 1989 et 1993: le conflit en Ossétie du Sud, le conflit d'Abkhazie et la guerre civile en Géorgie. Vu que Small Arms Survey a déjà consacré de nombreuses publications à la Géorgie, nous ne fournirons qu'un bref résumé concernant l'approvisionnement en armes durant le conflit.

La majorité des armes en possession de l'ensemble des parties belligérantes en Géorgie provenaient des arsenaux internes, appartenant principalement à l'ex-armée soviétique présente en nombre sur le territoire géorgien. Néanmoins, durant les premières phases du conflit (entre 1989 et 1991), peu d'armes légères et de petit calibre se sont échappées des arsenaux militaires soviétiques. En revanche, les principales sources



© Malcolm Linton/Getty Images

Des hommes armés en position sur une place de Tbilissi, Géorgie, en décembre 1991.

Durant la période du conflit géorgien, il n'y aurait eu que deux cargaisons déclarées, relativement petites, d'armes légères en provenance de l'étranger.

étaient de nature non militaire, à savoir la police et les gardes postaux, ladite Société bénévole des sympathisants de la force aérienne et navale (qui dispensait normalement un entraînement militaire aux civils) et les organisations de la jeunesse communiste. Les quantités étaient minimes: des dizaines, plutôt que des centaines ou des milliers, d'armes. Les armes personnelles, comme les fusils Mosin de la Seconde Guerre mondiale, représentaient une autre source importante durant cette période.

En revanche, entre 1991 et 1993, les armes des stocks soviétiques sont devenues largement accessibles en raison des conséquences politiques, économiques et sociales de l'effondrement de l'Union soviétique. Si des groupes armés ont récupéré certaines armes, bon nombre d'entre elles ont été vendues. Par ailleurs, des milliers d'armes légères soviétiques ont été distribuées gratuitement par les structures militaires russes démantelées. Par conséquent, on estime à 40.000 le nombre d'armes légères et de petit calibre qui se sont retrouvées aux mains des différentes milices.

Au cours de la période du conflit, seuls deux cas d'acquisition externe ont été largement médiatisés: une cargaison de 1.000 fusils d'assaut AK-47 de Roumanie et de petites cargaisons de fusils d'assaut et de pistolets de République tchèque (Darchiashvili, 2003, p. 93).

Cette brève comparaison révèle que les anciens stocks soviétiques ont été une source essentielle d'approvisionnement en armes légères pour toutes les parties impliquées dans les conflits qui ont marqué la Géorgie et le Tadjikistan. Tous les types d'approvisionnement possibles ont été identifiés: vols, incursions, ventes et distributions. En général, les dons étaient motivés par des raisons politiques. Dans le conflit au Tadjikistan, l'opposition en particulier dépendait largement des armes en provenance d'autres Etats de la région; dans la guerre civile en Géorgie, ce n'était pas le cas.

CONCLUSION

Ce chapitre a examiné la gamme complète des sources d'approvisionnement en armes légères dans un échantillon de conflits survenus en Amérique, en Afrique, en Asie centrale et dans le Caucase. Il révèle l'importance des grands transferts internationaux dans l'approvisionnement en armes de nombreuses zones de guerre; dans le même temps, il conforte toutefois les résultats des recherches moins connues sur le rôle de la production, des arsenaux gouvernementaux et dudit «commerce de fourmi» dans l'alimentation du conflit. Le chapitre souligne en l'occurrence que la question des grandes transactions internationales doit être replacée dans son contexte.

Dans une approche plus globale de l'approvisionnement des conflits, il convient de ne pas ignorer le rôle de la politique lors du développement. La prolifération des armes légères est essentiellement un problème politique, comme le démontrent, dans les études de cas ci-dessus, les fuites des arsenaux militaires motivées par des raisons politiques et les transferts financés par les Etats. Dans de telles éventualités, il est indispensable d'apporter des solutions politiques aux conflits pour résoudre le problème des armes légères.

Les études de cas montrent que les stocks gouvernementaux constituent une source importante d'approvisionnement en armes dans de nombreuses zones de guerre, que ce soit par la corruption, le vol, les incursions, les dons et les ventes. Dans certains conflits, ils représentent même la principale source d'armes légères pour l'ensemble des combattants. Par conséquent, les décisions relatives aux exportations d'armes légères pourraient prendre une nouvelle dimension, vu que les armes d'un pays stable aujourd'hui pourraient être utilisées dans un conflit quelques années plus tard.

Les études de cas de la Colombie, d'Haïti et, dans une certaine mesure, du Mali et du Tadjikistan montrent que le «commerce de fourmi» peut représenter une source d'approvisionnement non négligeable, bien qu'indéfinissable. Comme l'indique le cas de la Colombie, à la longue, de petites cargaisons persistantes d'armes légères peuvent s'avérer plus significatives en termes de volume qu'un trafic d'armes ponctuel de grande envergure. Les réponses politiques peuvent s'avérer plus compliquées lorsque le «commerce de fourmi» est conséquent. Outre le contrôle du courtage, la rationalisation des certificats d'utilisateur final et l'imposition

d'embargos sur les armes, une politique efficace doit également s'attaquer à la corruption et améliorer l'efficacité des contrôles des régions frontalières et des frontières elles-mêmes.

Les études de cas de la Colombie, d'Haïti et du Mali, nous apportent des enseignements connexes en fournissant quelques premières indications sur le rôle mal compris que les diasporas jouent dans le trafic d'armes. Les analystes ont souligné l'importance globale des diasporas dans le soutien aux insurrections, mais davantage de recherches seront nécessaires pour éclaircir leur rôle précis dans le transfert des armes⁴⁶.

Cette étude conclut également qu'il existe souvent des différences notoires entre les pays d'une même sous-région. Si le Liberia et le Mali font tous deux partie de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, leurs sources d'approvisionnement en outils de guerre ne sauraient être plus différentes. Ces conclusions tendent à suggérer que la proximité géographique n'implique pas nécessairement que les pays recourent à des réseaux de trafic international similaires. Les ressources naturelles et autres, le soutien politique étranger et les histoires locales peuvent éclipser le facteur géographique. Par conséquent, pour lutter contre la prolifération et l'usage abusif des armes légères, les politiques doivent être taillées à la mesure de chaque État. Bien que les approches régionales soient utiles, leurs limites doivent également être clairement comprises.

Enfin, lorsque les conflits se prolongent, les insurgés sont souvent capables de diversifier leurs sources d'approvisionnement en armes légères. Cette évolution peut avoir lieu parallèlement à la croissance d'une économie de guerre secondaire, comme en témoignent les cas de la Colombie, du Liberia et du Tadjikistan. Il est essentiel de remédier au conflit à un stade précoce pour éviter que les modes d'approvisionnement en armes ne deviennent plus sophistiqués et enracinés, et donc pour s'efforcer de minimiser la souffrance humaine et les pertes matérielles.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AUC	Autodefensas Unidas de Colombia
BATF	Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives (Etats-Unis)
DIM	Division d'infanterie motorisée
ELN	Ejército de Liberación Nacional
FADH	Forces armées d'Haïti (armée haïtienne)
FAL	Forces armées du Liberia
FARC	Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia
IDP	Internally displaced person – Personne déplacée au sein des frontières de son pays
INDUMIL	Industria Militar (Colombie)
LURD	Liberians United for Reconciliation and Democracy – Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie
MFUA	Mouvements et fronts unis de l'Azawad (Mali)
MODEL	Movement for Democracy in Liberia – Mouvement pour la démocratie au Liberia
MPGK	Mouvement patriotique de Ganda Koy (Mali)
MPLA	Mouvement populaire de libération de l'Azawad (Mali)
MVD	Ministère de l'Intérieur (Fédération de Russie)
OEA	Organisation des États américains
RPG	Grenades propulsées par fusées
ZAR	Rand sud-africain

NOTES

- ¹ Ce chapitre utilise les termes «trafic», «commerce illégal et illicite» et «contrebande» de manière interchangeable.
- ² Ce chapitre utilise les termes «armes légères», «armes légères et de petit calibre», «fusils» et «armes» de manière interchangeable. Le système de catégorisation a prévu d'inclure les munitions d'armes légères, bien qu'il convienne de noter que les informations sur les munitions sont rares et que le sujet nécessite davantage de recherches.
- ³ Pour une analyse similaire de la littérature actuelle, voir Bourne (2004).
- ⁴ Voir également Small Arms Survey (2002, p. 129-30).
- ⁵ Imposé par l'Union européenne (UE), l'ONU ou les Etats-Unis.
- ⁶ Pour se concentrer sur l'aspect des sources d'approvisionnement en armes, le chapitre fournit un minimum de détails sur les conflits en général.
- ⁷ Pour davantage de détails, voir Small Arms Survey (2004, p. 23).
- ⁸ Pour davantage de détails, voir Dreyfus et Lessing (2003).
- ⁹ Les civils hors du secteur de la sécurité privée tendent à privilégier davantage les armes à feu non enregistrées aux armes détenues en toute légalité. Certains chiffres indiquent que plus des deux tiers de l'ensemble des armes à feu civiles sont détenues de manière illicite. Elles sont achetées à bas prix sur le marché noir national (Cragin et Hoffman, 2003, p. 18).
- ¹⁰ Les informations relatives aux Etats-Unis reposent sur les rapports douaniers américains, les rapports américains sur les exportations d'armes et les rapports d'importation colombiens qui alimentent la base de données des Nations unies sur les statistiques du commerce des matières premières (UN Comtrade). Source: base de données des transferts autorisés d'armes légères et de petit calibre de l'Initiative norvégienne sur les transferts d'armes légères (NISAT).
- ¹¹ Les informations relatives à Israël reposent sur les rapports d'importation colombiens destinés à Comtrade (2004), vu qu'Israël ne fournit à Comtrade aucune donnée sur ses exportations d'armes.
- ¹² Les informations sur le Brésil se fondent essentiellement sur les rapports d'exportation brésiliens destinés à Comtrade (2004).
- ¹³ Les informations sur l'Afrique du Sud reposent principalement sur les rapports d'importation colombiens, vu que l'Afrique du Sud ne fournit à Comtrade aucune donnée sur ses exportations d'armes. Dans son rapport national sur les exportations d'armes de 2003, l'Afrique du Sud détaille toutefois les exportations à destination de la Colombie, qui s'élevaient à un total de 53 millions ZAR (6 millions USD) pour une période de trois ans (2000-02). Le rapport sud-africain spécifie uniquement que les transferts concernent tous les types d'armes d'assaut d'infanterie à main et portatives et les munitions correspondantes d'un calibre inférieur à 12,7 mm (Gouvernement d'Afrique du Sud, 2003). Les données d'importation colombiennes et les chiffres d'exportation sud-africains correspondent relativement bien.
- ¹⁴ Les informations sur la République tchèque se fondent essentiellement sur les rapports d'exportation tchèques destinés à Comtrade (2004).
- ¹⁵ Les informations sur l'Italie se fondent essentiellement sur les rapports d'exportation italiens destinés à Comtrade. Les rapports italien et colombien montrent des écarts importants: les autorités colombiennes détaillent des importations considérables de pièces et d'accessoires pour des armes militaires, qui ne sont pas reprises dans les données italiennes (Comtrade, 2004). Les Colombiens et les Italiens ont enregistré des pistolets et des revolvers.
- ¹⁶ Sur base des rapports des exportateurs, la part des Etats-Unis dans le commerce global des armes légères s'élevait environ à 52 % entre 1999 et 2003. Sur base des rapports colombiens sur les importations d'armes légères, leur part approcherait 54 % (Comtrade, 2004).
- ¹⁷ Pour de plus amples détails, voir Amnesty International (2003, p. 19-24); Isacson *et al.* (2004); ICG (2002a; 2004).
- ¹⁸ Pour de plus amples détails sur la production des FARC, voir Dreyfus et Lessing (2003).
- ¹⁹ Pour une discussion sur les transferts d'armes de la Guerre froide, voir Small Arms Survey (2001, encadré 5.2, p. 169).
- ²⁰ Comme le note le leader de l'AUC, Carlos Castaño: «Pendant que j'achetais cent ou deux cents fusils sur le marché des armes, les FARC en acquéraient mille ou deux mille.» (cité dans Molina, 2001, p. 205). Traduction de l'espagnol: Lisa Misol, Human Rights Watch.
- ²¹ Interviews de Pablo Dreyfus et de fonctionnaires des forces de l'ordre colombiens et brésiliens (juillet 2003, Bogota, et août 2004, Bogota, respectivement).
- ²² Voir Amnesty International (2003, p. 26); Bourne (2004, p. 166; fn. 94, p. 189); Cragin et Hoffman (2003, p. 28-29); ICG (2004, p. 13).
- ²³ Voir AP (2004b); Forero (2004); Amnesty International (2003, p. 27); Small Arms Survey (2001, encadré 5.7, p. 187); Faiola (2000).
- ²⁴ Ce chiffre est considérablement inférieur au nombre souvent cité de 13.000 armes (Bailey *et al.*, 1998, p. 229; Muggah, 2005; Stohl, 2004).
- ²⁵ Pour de plus amples informations sur l'embargo américain et son amendement en 1994, voir le Directorate of Defense Trade Controls du département d'Etat américain sur <http://pmdtc.org/country.htm>. L'embargo du Conseil de sécurité de l'ONU fut imposé de 1993 à 1994 et les sanctions plus larges de l'OEAE de 1991 à 1994. Pour un compte-rendu détaillé de ces sanctions, voir Gibbons (1999).
- ²⁶ L'Etat de Floride n'impose pas de limite «d'une arme de poing par mois» sur les achats d'armes ni de restrictions sur la vente ou la détention d'armes d'assaut semi-automatiques de type militaire. L'Etat n'exige pas non plus de licences ou de permis pour acheter une arme (Brady Campaign, 2005).
- ²⁷ Stohl (2004), voir également Mlade (2004). A propos de la porosité de cette frontière, voir Arthur (2002, p. 7).
- ²⁸ Par exemple, des similitudes manifestes caractérisent le Liberia et la Sierra Leone, non seulement en ce qui concerne les flux d'armes légères, mais également les réseaux de contrebande, les filières et les acteurs. Les parties impliquées dans la guerre civile en Sierra Leone ont reçu de nombreuses cargaisons étrangères; voir Berman (2000, p. 3-13).
- ²⁹ Sauf mention contraire, cette section repose sur les discussions du groupe thématique de Small Arms Survey réunissant d'anciens chefs d'unité du MPKG et du MFUA, Bamako, Mali, les 2 et 3 septembre 2004.
- ³⁰ Azawad est le nom du pays d'origine des Touaregs.
- ³¹ Cette affirmation a été prononcée au cours des discussions de groupe thématique de Small Arms Survey réunissant d'anciens chefs d'unité du MPKG et du MFUA, Bamako, les 2 et 3 septembre 2004.
- ³² La pénurie d'armes et de munitions a forcé les groupes armés maliens à conserver des comptes méthodiques; dans chaque base, une personne était chargée de distribuer et de compter les armes. Les combattants recevaient des armes et des quantités de munitions différentes en fonction du type d'opération à mener. Lorsqu'ils tombaient à court de munitions, les groupes armés réglaient leurs fusils sur le mode coup par coup et entreprenaient des missions spécifiques pour en récupérer davantage dans les casernes et les magasins de l'armée. Ils s'emparaient aussi systématiquement des armes et des munitions de ceux qui succombaient au combat.
- ³³ Pour un aperçu de la production «artisanale» au Mali, voir Nimaga (2003) et Kante (2004).
- ³⁴ Brabazon (2003, p. 8-9); Conseil de sécurité des Nations unies (2003a, para. 109, 112); HRW (2003a, p. 23-25); Global Witness (2003, p. 24-25).
- ³⁵ Voir Conseil de sécurité des Nations unies (2001, para. 174-78; 2003a, para. 68; 2003b, para. 105); ICG (2002, p. 11); HRW (2002a, p. 10; 2003a, p. 18-25).
- ³⁶ Correspondance écrite confidentielle avec un diplomate occidental établi en Afrique de l'Ouest, mai 2004.
- ³⁷ Sauf mention explicite d'autres sources secondaires, cette section repose sur des recherches sur le terrain menées en 2004 par Stina Torjesen et Neil MacFarlane pour le compte de Small Arms Survey (Torjesen, Wille et MacFarlane, 2005, disponible, annexe 4).

- ³⁸ Un témoin oculaire affirme que des armes se vendaient à l'arrière des camions au centre de Dushanbe en 1992. Interview n° 92, Dushanbe, le 30 mars 2004; interview n° 134, Dushanbe, le 11 août 2004.
- ³⁹ Interview n° 75, Dushanbe, le 24 février 2004.
- ⁴⁰ Interview n° 132, Dushanbe, le 17 juillet 2004.
- ⁴¹ Interview n° 90, Dushanbe, le 18 mars 2004.
- ⁴² Un ancien officier haut-placé des forces de l'ordre, qui s'est battu aux côtés du gouvernement, affirme avoir acheté 30 lance-grenades pour 2.000 USD en Afghanistan en 1991. Interview n° 154, Dushanbe, le 25 juillet 2004.
- ⁴³ Les armes de chasse étaient très demandées en Afghanistan; un fusil pouvait donc être troqué contre 2 AK-47. Interview n° 111, Dushanbe, le 26 août 2004.
- ⁴⁴ Interview n° 84, Dushanbe, le 26 mars 2004.
- ⁴⁵ Pour une évaluation plus détaillée des armes légères en Géorgie, voir les publications antérieures de Small Arms Survey: Demetriou (2002) et SmallArms Survey (2003, chap. 6). Sauf mention contraire, cette brève étude de cas repose sur des publications antérieures.
- ⁴⁶ Les diasporas font probablement partie des principaux bailleurs de fonds des mouvements insurgés: «les communautés immigrantes ont renvoyé de l'argent, des armes et des recrues dans leurs pays d'origine et se sont avérées être les chevilles ouvrières de l'appui des campagnes d'insurrection» (Byman *et al.*, 2001, p. 41).

BIBLIOGRAPHIE

- AFP (Agence France Presse). 2002. «Yugoslav Minister Confirms Illegal Arms Shipment to Liberia.» Le 1er novembre. Consulté en février 2005. http://www.setimes.com/cocoon/setimes/xhtml/en_GB/document/setimes/newsbriefs/2002/11/021103-IVAN-001
- AI (Amnesty International). 2001. «Sierra Leone: a bloody trade.» AI Index: ACT 31/002/2001. Juin. Consulté en février 2005. http://web.amnesty.org/web/ttt.nsf/june2001/sierra_leone
- . 2003. *Colombia: flow of arms contributes to increased human rights violations*. MSP Action Circular. AI Index: AMR 23/010/2003. Le 8 août.
- AP (Associated Press). 2004a. «Colombian Charged in Florida with Buying Guns.» Le 20 août.
- . 2004b. «Peru Ex-Spy Master Arms Trial Suspended Until Feb. 5. Le 29 janvier.
- . 2004c. «Broken Toilet Foils Gun-Smuggling Plot.» Le 22 août.
- Arms Control Association. 2003. «Illegal Arms Found in Liberia.» *Arms Control Today*. Décembre. Consulté en février 2005. http://www.armscontrol.org/act/2003_12/newsbriefs.asp
- Arthur, Charles. 2002. *Small Arms and Disarmament in Haiti*. Document de travail. Genève: Small Arms Survey. Juillet.
- Bailey, Michael, Robert Maguire et J. O'Neil G. Pouliot. 1998. «Haiti: Military-Police Partnership for Public Security.» Dans Robert B. Oakley, Michael J. Dziedzic et Eliot M. Goldber, éd. *Policing the New World Disorder: Peace Operations and Public Security*. Washington, DC: Institute for National Strategic Studies, National Defense University. Consulté en avril 2005. <http://www.ndu.edu/inss/books/Books%20-%201998/Policing%20the%20New%20World%20Disorder%20-%20May%2098/cont.html>
- Baqué, Philippe. 1995. «Dérapages de la répression, nouvel enlèvement des espoirs de paix dans le conflit Touareg au Mali.» *Le Monde diplomatique*. Avril.
- BBC News. 2001a. «Fighting in northern Liberia.» Le 6 mars. Consulté en février 2005. <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/europe/1205372.stm/>
- . 2001b. «Liberia illegally importing arms.» Le 5 novembre. Consulté en février 2005. <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/1639623.stm>
- BBC Worldwide Monitoring. 2004. «South Africa: Opposition DA calls for transparency in deals with Haiti.» Le 1^{er} mars.
- Business Day*. 2004. «DA Demands Details on Haiti "Arms Fiasco".» Le 8 mars.
- Bergman, Jake et Oriana Zill de Granados. 2004. «Guns Smuggled from South Florida Arming Haitians.» *Sun-Sentinel* (Florida). Le 6 mars.
- Berman, Eric. 2000. *Re-Armament in Sierra Leone: One Year After the Lomé Peace Agreement*. Document thématique n° 1. Genève: Small Arms Survey. Décembre.
- Bourne, Michael. 2004. *An Examination of Small Arms Proliferation and Areas of Conflict*. Thèse de doctorat non publiée, Université de Bradford, Département des études sur la paix.
- Brabazon, James. 2003. *Liberia, Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD)*. Document préparatoire n° 1. Londres: Institut royal des affaires internationales, projet sur les acteurs armés non étatiques. Février.
- Brady Campaign. 2005. State Gun Laws Org. Consulté en mars 2005. <http://www.bradycampaign.org/legislation/state/viewstate.php?st=fl>
- Byman, Daniel *et al.* 2001. *Trends in Outside Support for Insurgent Movements*. Santa Monica, CA: RAND Corporation.
- CCI (Cadre de Coopération Intérimaire). 2004. *Sécurité, police et désarmement: rapport final*. Groupe thématique sécurité et gouvernance politique. Le 22 juin. Consulté en janvier 2005. <http://haiticci.undg.org/index.cfm?Module=doc&Page=Document&Type=default&CategoryID=322>
- Colombie. Policía Nacional. 2001. «Apreciación de situación sobre armas cortas en Colombia.» Bogota: Policía Nacional, Dirección General. Janvier.
- Conseil de sécurité des Nations unies. 1992. Résolution 788, adoptée le 19 novembre. S/RES/788 (1992).
- . 2000. *Rapport du Groupe d'experts créé par la résolution 1306 (2000) du Conseil de sécurité, paragraphe 19, concernant la Sierra Leone*. S/2000/1195 du 14 décembre.
- . 2001a. *Rapport du Groupe d'experts sur le Liberia*. S/2001/1015 du 26 octobre.
- . 2001b. Résolution 1343, adoptée le 7 mars. S/RES/1343 (2001).

- . 2002. *Rapport du Groupe d'experts sur le Liberia*. S/2002/470 du 19 avril.
- . 2003a. *Rapport du Groupe d'experts sur le Liberia*. S/2003/498 du 24 avril.
- . 2003b. *Rapport du Groupe d'experts sur le Liberia*. S/2003/937 du 28 octobre.
- . 2004. *Rapport du groupe d'experts sur le Liberia, en application du paragraphe 22 de la Résolution 1521 du Conseil de Sécurité*. S/2004/396. Le 1^{er} juin.
- Cragin, Kim et Bruce Hoffman. 2003. *Arms Trafficking and Colombia*. Santa Monica, CA: RAND Corporation.
- Darchiashvili, David. 2003. «Georgia: A Hostage to Arms.» Dans Anna Matveeva et Duncan Hiscock, éd. *The Caucasus: Armed and Divided*. Londres: Saferworld. Avril, p. 69-103.
- Demetriou, Spyros. 2002. *Politics from the Barrel of a Gun: Small Arms Proliferation and Conflict in the Republic of Georgia (1989-2001)*. Document thématique n° 6. Genève: Small Arms Survey.
- Dreyfus, Pablo et Benjamin Lessing. 2003. «Production and Exports of Small Arms and Light Weapons and Ammunition in South America and Mexico.» Document d'information (non publié). Genève: Small Arms Survey.
- Etats-Unis, GAO (United States Government Accounting Office). 2000. *Conventional Arms Transfers: U.S. Efforts to Control the Availability of Small Arms and Light Weapons*. GAO/NSIAD-00-141 du 18 juillet.
- Faiola, Anthony. 2000. «How Fujimori's Grip on Power Slipped in Arms Scandal.» *International Herald Tribune*. Le 25 septembre.
- Financial Times*. 2002. «The African connection: missiles to Liberia.» Le 21 octobre. Consulté en février 2005.
<http://www.nisat.org/west%20africa/news%20from%20the%20region/MAIN%20NEWS%20PAGE/Liberia/1999-03-13%20The%20African%20connection%20-%20missiles%20to%20Liberia%20.html>
- Forero, Juan. 2004. «Former Peru Spy Chief Stands Trial for Colombia Weapons Deal.» *The New York Times*. Le 21 janvier.
- Gibbons, Elizabeth D. 1999. *Sanctions in Haiti: Human Rights and Democracy under Assault*. Westport, CT et Londres: Praeger.
- Global Witness. 2003. *The Usual Suspects: Liberia's Weapons and Mercenaries in Côte d'Ivoire and Sierra Leone*. Londres: Global Witness. Mars.
- Gouvernement d'Afrique du Sud. 2003. *South African Export Statistics for Conventional Arms 2000-2002*. Consulté en février 2005.
<http://www.mil.za/SecretaryforDefence/ConventionalArmsControl/NCACC2002/000102p.pdf>
- Grech, Daniel A. 2000. «Feds Find Weapons Bound for Colombia in Hialeah.» *Miami Herald*. Le 21 décembre.
- Heyman, Charles, éd. 2000. *Jane's World Armies, Issue Eight*. Southampton: Hobbs The Printers Ltd. Décembre.
- Hogg, Ian. 2002. *Jane's Guns Recognition Guide*. Glasgow: HarperCollins Publishers.
- HRW (Human Rights Watch). 2002a. *Back to the Brink: War Crimes by Liberian Government and Rebels. A Call for Greater International Attention to Liberia and the Sub Region*. Vol. 14, n° 4 (A). New York: HRW. Mai.
- . 2002b. *Liberian Refugees in Guinea: Refoulement, Militarization of Camps, and Other Protection Concerns*. Vol. 14, n° 8 (A). New York: HRW. Novembre.
- . 2003a. *Weapons Sanctions, Military Supplies, and Human Suffering: Illegal Arms Flows to Liberia and the June-July 2003 Shelling of the Monrovia*. Document préparatoire. New York: HRW. Le 3 novembre.
- . 2003b. *The O'dua People's Congress: Fighting Violence with Violence*. Vol. 15, n° 4. New York: HRW. Février.
- Humphreys, Macartan et Habaye ag Mohamed. 2003. *Sénégal et Mali*. Document présenté à l'occasion de l'Atelier sur les conflits civils organisé par la Banque mondiale et l'Institut international de recherches pour la paix, Oslo (PRIO). Oslo, Norvège, juin 2001. Consulté en février 2005.
http://www.columbia.edu/~mh2245/papers1/sen_mali.pdf
- ICG (Internationa Crisis Group). 2001. *Tajikistan: An Uncertain Peace*. Rapport Asie n° 30. Osh et Bruxelles: ICG. Le 24 décembre.
- . 2002a. *Colombia's Elusive Quest for Peace*. Rapport Amérique latine n° 1. Quito et Bruxelles: ICG. Le 26 mars.
- . 2002b. *Liberia: The Key to Ending Regional Instability*. Rapport Afrique n° 43. Freetown et Bruxelles: ICG. Le 24 avril.
- . 2003a. *Colombia and its Neighbours: The Tentacles of Instability*. Rapport Amérique latine n° 3. Quito et Bruxelles: ICG. Le 8 avril.
- . 2003b. *Tackling Liberia: The Eye of the Regional Storm*. Rapport Afrique n° 62. Freetown et Bruxelles: ICG. Le 30 avril.
- . 2003c. *Liberia: Security Challenges*. Rapport Afrique n° 71. Freetown et Brussels: ICG. Le 3 novembre.
- . 2003d. *Guinée: incertitudes autour d'une fin de règne*. Rapport Afrique n° 74. Freetown et Bruxelles: ICG. Le 19 décembre, p. 18.
- . 2004. *Les frontières de la Colombie: Le maillon faible de la politique sécuritaire d'Urube*. Rapport Amérique latine n° 9. Quito et Brussels: ICG. Le 23 septembre.
- IISS (Institut international des études stratégiques). 2004. *Armed Conflict Database*. Consulté en avril 2005.
<http://www.iiss.org/showpage.php?pageID=25>
- Isacson, Adam, Joy Olson et Lisa Haugaard. 2004. *Blurring the Lines: Trends in US Military Programs with Latin America*. Washington, DC: Latin America Working Group Education Fund, Center for International Policy et Washington Office on Latin America. Septembre.
- Jaramillo, Daniel Garcia-Peña. 1999. «Links Between Drugs and Arms in Colombia.» Dans Jayantha Dhanapala *et al.*, éd. *Small Arms Control: Old Weapons, New Issues*. Genève: Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), p. 201-07.
- Kante, Mamadou Sekouba. 2004. *De la fabrication locale d'armes au Mali: à travers la prolifération des armes légères*. Monographie FOSDA n° 8. Accra: Fondation pour la sécurité et le développement en Afrique (FOSDA). Janvier.
- Keita, Kalika. 1998. *Conflict and Conflict Insurgency in the Sahel: The Tuareg Insurgency in Mali*. Carlisle, PA: US Army War College, Strategic Studies Institute. Le 1^{er} mai.
- Keita, Modibo. 2002. *La résolution du conflit Touareg au Mali et au Niger*. Groupe de recherche sur les interventions de paix dans les conflits intra-étatiques (GRIPCI). Montréal: GRIPCI. Juillet. Consulté en février 2005.
<http://www.dandurand.uqam.ca/download/pdf/etudes/keita/200207-10.pdf>
- Kivimäki, Timo. 2003. *Mali: Integrated Approach to Security in Northern Mali*. Helsinki et Copenhague: CTS Conflict Transformation Service. <http://www.conflicttransform.org/>
- Kurth Cronin, Audrey. 2004. *Foreign Terrorist Organizations*. Washington, DC: United States Congressional Research Service (CRS). Le 6 février.

- Kytömäki, Elli. 2004. *International arms transfers to Liberia, 1999-2003*. Document de travail. Genève: Small Arms Survey. Novembre.
- Lallemand, Alain. 2002. «Drugs, Diamonds and Deadly Cargoes.» Dans Phillip van Niekerk, éd. *Making A Killing: The Business of War*. Washington, DC: Center for Public Integrity. Le 18 novembre 2002. Consulté en février 2005. <http://www.publicintegrity.org/bow/report.aspx?aid=156>
- Lecocq, Baz. 2002. «That desert is our country.» *Tuareg rebellions and competing nationalisms in contemporary Mali (1946-1996)*. Thèse de doctorat, Université d'Amsterdam. Novembre.
- Lecocq, Baz. 2004. «Mali.» Dans Szajkowski, Bogdan, éd. 2004. *Revolutionary and dissident movements of the world*. 4e (éd.) Londres: John Harper Publishing, p. 312-13.
- Literaturnaya Gazeta* (Moscou). 1995. «Trafficker Outlines Tajikistan's Drug Transit Operations.» N° 4. Le 25 janvier, p. 12.
- Mlade, Nicole. 2004. «Disarmament in Haiti.» Center for American Progress. Le 27 octobre. Consulté en mars 2005. <http://www.americanprogress.org/site/pp.asp?c=biJRJ8OVF&b=233693>
- Molina, Mauricio Aranguren. 2001. *Mi Confesión: Carlos Castaño revela sus secretos*. Bogota: Editorial La Oveja Negra.
- Muggah, Robert. *Securing Haiti's Transition: Reviewing Human Insecurity and the Prospects for Disarmament, Demobilization, and Reintegration*. Document thématique. Genève: Small Arms Survey. Avril.
- Nimaga, Mahamadou. 2003. *Etude sur la problématique des armes légères au Mali: Cas de Bamako-Gao et Nioro du Sahel*. Document non publié commandité par Oxfam. Londres: OXFAM. Mars.
- NISAT (Initiative norvégienne sur les transferts d'armes légères). 2004. *Base de données du NISAT sur les transferts d'armes légères et de petit calibre*. <http://www.nisat.org>
- OAS (Organisation des Etats américains). 2003. *Report of the General Secretariat of the Organization of American States on the Diversion of Nicaraguan Arms to the United Defense Forces of Colombia*. OEA/Ser.G CP/doc.3687/03 du 6 juin.
- Pirseyedi, Bobi. 2000. *The Small Arms Problem in Central Asia: Features and Implications*. Genève: Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR).
- Poulton, Robin-Edward et Ibrahim ag Youssouf. 1998. *A Peace of Timbuktu: Democratic Governance, Development and African Peacemaking*. Genève: Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR). Mars 1998.
- RFI (Radio France Internationale). 2001. «Israeli said supplying arms to Sierra Leonean, Liberian rebels arrested in Italy.» Le 21 juin. Consulté en février 2005. <http://www.nisat.org/blackmarket/europe/Western%20Europe/italy/2001.06.21-Israeli%20supplying%20arms%20to%20Sierra%20Leonean%20and%20Liberian%20rebels%20arrested%20in%20Italy.html>
- Seper, Jerry. 2004. «Colombian Indicted in Guns Case.» *Washington Times*. Le 19 août, p. 11.
- Small Arms Survey. *Annuaire sur les armes légères 2001: Gros plan sur les armes légères*. Oxford: Oxford University Press.
- . 2002. *Annuaire sur les armes légères 2002: Evaluer le coût humain*. Bruxelles, GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité).
- . 2003. *Annuaire sur les armes légères 2003: Impasse sur le développement*. Bruxelles, GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité).
- . 2004. *Small Arms Survey 2004: Rights at Risk*. Oxford: Oxford University Press.
- Stohl, Rachel. 2004. «Haiti's Big Threat: Small Arms.» *Christian Science Monitor*. Le 23 mars. Consulté en février 2005. <http://www.cdi.org/program/document.cfm?DocumentID=2141>
- Stotzky, Irwin P. 1997. *Silencing the Guns in Haiti: The Promise of Deliberative Democracy*. Chicago, IL et Londres: University of Chicago Press.
- Szajkowski, Bogdan, éd. 2004. *Revolutionary and dissident movements of the world*, 4e (éd.) Londres: John Harper Publishing.
- Torjesen, Stina, Christina Wille et Neil MacFarlane. 2005. «Tajikistan's Road to Stability: Reduction in Small Arms and Light Weapons Proliferation and Remaining Challenges.» Genève: Small Arms Survey. Disponible.
- UN, Comtrade. Département des affaires économiques et sociales des Nations unies et Division statistique des Nations unies 2004. *Base de données des Nations unies sur les statistiques du commerce de matières premières*. Consulté en avril 2005. <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

REMERCIEMENTS

Principaux auteurs

Anna Khakee et Nicolas Florquin

Autres collaborateurs

Stina Torjesen, Silvia Cattaneo, Pablo Dreyfus, Rachel Stohl et Ruxandra Stoicescu